

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON

**MINISTERE DES FINANCES
MINISTRY OF FINANCE**

PAIX - TRAVAIL - PATRIE
PEACE - WORK - FATHERLAND



ALLOCUTION D'OUVERTURE

DE

**LA CONFERENCE ANNUELLE DES RESPONSABLES DES SERVICES CENTRAUX,
DECONCENTRES ET EXTERIEURS DU MINISTRE DES FINANCES
EDITION 2016**

PAR

Monsieur ALAMINE OUSMANE MEY

MINISTRE DES FINANCES

04 FEVRIER 2016

- ✓ **Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,**
- ✓ **Excellences Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,**

- ✓ **Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Finances,**
- ✓ **Monsieur l'Inspecteur Général,**
- ✓ **Messieurs les présidents de la CTR et de la CTPL,**
- ✓ **Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux,**
- ✓ **Chères Collaboratrices, Chers Collaborateurs,**
- ✓ **Distingués Invités,**
- ✓ **Mesdames, Messieurs.**

Vous souhaiter une chaleureuse bienvenue dans ce magnifique cadre du Palais de Congrès de Yaoundé, est un réel plaisir et davantage un privilège rare que m'offre en ce jour la Conférence Annuelle des Responsables des Services Centraux, Déconcentrés et Extérieurs du Ministère des Finances, édition 2016.

L'honneur et le plaisir qui m'habitent en cette circonstance solennelle m'amène tout naturellement à réserver mes premiers mots aux remerciements.

Ces remerciements vont tout d'abord à mes collègues, membres du Gouvernement ici présents, qui nous gratifient de leur précieux temps nonobstant les contraintes de leur charge. Votre présence parmi nous, en plus de rehausser l'éclat de cette cérémonie d'ouverture, témoigne de la solidarité au sein du gouvernement de la République.

Mes remerciements vont également aux membres du corps diplomatique et à l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers, dont la présence à cette rencontre illustre, s'il en était encore besoin, l'excellente qualité de nos relations. Je voudrais profiter de l'instant de la parole pour vous exprimer la haute appréciation du Ministère des Finances ainsi que celle de l'ensemble du Gouvernement, pour l'appui constant et multiforme que vous ne cessez d'apporter à notre pays dans sa marche décisive et irréversible vers une prospérité partagée.

Aux représentants des institutions financières nationales et sous régionales, qu'ils trouvent dans mes propos, l'expression de l'appréciation de notre collaboration à la fois franche et étroite. L'économie nationale a besoin de vos financements et nul doute que la montée en puissance de vos contributions est de nature à propulser au mieux nos entreprises vers l'excellence.

Je salue en outre la présence de nos distingués invités ainsi que celle des collaborateurs à qui je réserve une spéciale bienvenue, pour ceux venant des Régions et de l'Extérieur. J'apprécie à

juste titre le rôle important qui vous incombe en qualité de relais privilégiés du vaste mouvement de rénovation et de modernisation du système des finances publiques enclenché depuis quelques années. Il s'agit d'une lourde et délicate responsabilité de tous les instants dont nous avons ensemble la charge.

✓ **Excellences**

✓ **Mesdames et Messieurs,**

La Conférence Annuelle est un moment unique, un moment privilégié qui rassemble chaque année la grande famille du Ministère des Finances. Elle est un cadre précieux, une occasion de grande retrouvaille de l'essentiel des collaborateurs en activité à l'intérieur et à l'extérieur du Cameroun.

Elle est surtout un cadre approprié d'échange et de partage de connaissances et d'expériences, dans l'exercice des fonctions face aux enjeux et défis grandissants dans un monde globalisé. C'est aussi l'occasion idoine de prolonger la réflexion sur des questions d'actualité à travers des échanges francs et ouverts basés sur une observation lucide des faits.

C'est dans ce sillage que s'inscrit la contribution des acteurs du secteur privé et ceux de la société civile dont les apports appréciables confèrent au partenariat public privé un caractère stratégique indéniable et mutuellement bénéfique.

L'édition 2016 de notre Conférence Annuelle ne saurait donc échapper à cette double logique de Rassemblement catalytique et de Réflexion, prérequis indispensable à l'œuvre de construction.

✓ **Excellences,**

✓ **Mesdames et Messieurs,**

C'était le 31 décembre 2015, le Président de la République, **S.E. Monsieur Paul BIYA**, dans son message à la Nation, présentait un contexte économique caractérisé par un rétrécissement de la croissance mondiale et une baisse persistante des prix du pétrole et des autres matières premières.

Face à ces chocs exogènes majeurs, auxquels s'ajoutent d'importants défis sécuritaires, **notre économie a fait preuve de résilience**, affichant des performances encourageantes. L'explication de ce résultat réside essentiellement dans la pertinence de notre politique économique basée sur la diversification, tel que définie par le Chef de l'Etat et mise en œuvre par le Gouvernement.

L'on peut donc comprendre aisément, pourquoi dans cette même adresse à la Nation, le Chef de l'Etat, **S.E. Monsieur Paul BIYA**, nous invite de manière claire et non équivoque, à garder le cap de l'émergence à l'horizon de 2035 au regard des résultats engrangés.

Et pour ce faire, il dit je cite « ... *au cours de l'année 2016, nous sommes appelés à fructifier nos acquis, pour moderniser notre pays et améliorer les conditions de vie de nos populations* » (fin de citation).

En tant que Ministère des Finances, comment devons-nous appréhender cette interpellation forte du Chef de l'Etat, surtout lorsqu'il demande au Gouvernement « ... *d'y travailler avec inventivité, ardeur et obligation de résultats.* » ?

✓ **Excellences,**

✓ **Mesdames et Messieurs,**

Pour tenter de répondre à ce questionnement, il me semble nécessaire de revenir très brièvement sur l'émergence économique, mais également sur le lien qui existe entre cette notion et le service public en général, l'administration des finances en particulier.

De manière simple et pratique, il convient de dire que les pays dits émergents sont des pays dont le PIB par habitant connaît une croissance économique rapide, et le niveau de vie des populations ainsi que les structures économiques convergent vers ceux des pays développés. On retrouve dans ces pays une population jeune et éduquée, avec une croissance démographique notable, afin de constituer un marché domestique important. L'économie y est diversifiée, avec une contribution équilibrée des secteurs primaires, secondaires et tertiaires.

Autre caractéristique des émergents, c'est l'ouverture aux marchés des capitaux internationaux, afin d'attirer des flux financiers importants et doper les investissements directs étrangers. Ces pays disposent d'institutions stables, pour permettre la mise en place de politiques de longue durée, notamment en matière d'investissement dans les infrastructures et sécurité juridique et judiciaire.

A l'analyse, il apparaît de manière constante que les pays à la quête de l'émergence, ont opéré chacun un vaste mouvement de transformation de leur modèle institutionnel, de leur système économique, et surtout de leur service public, afin d'assurer efficacement et judicieusement la mutation nécessaire.

Au rang des changements prioritaires et indispensables se trouve la transformation du service public.

Un service public efficace, efficient et moderne est donc un facteur clé du succès des économies émergentes.

Un service public marqué par une démarche commune, un paradigme nouveau, à l'instar de la gestion axée sur les résultats. Un service public moderne qui fait recours aux technologies de l'information et de la communication pour capitaliser la gestion des métiers, et améliorer le service aux usagers et aux contribuables sur la base d'une productivité accrue.

Une administration dotée d'une vision stratégique partagée, une déclinaison opérationnelle rigoureuse et une approche de gestion administrative centrée sur l'utilisateur ;

Un service public bâti sur des compétences avérées et promoteur d'un environnement des affaires propice à l'investissement.

De manière globale, Mesdames et Messieurs, ces pays ont simplement réussi à faire de leurs administrations, **des accélérateurs de l'émergence grâce à une meilleure qualité/accessibilité des services rendus aux citoyens, aux usagers et aux contribuables.**

C'est la voie empruntée par le Cameroun. Mais, tout n'est pas parfait selon l'évaluation faite par le Chef de l'Etat dans son message à la Nation du 31 décembre 2015. Il dit, je cite : « L'Administration est un indispensable instrument régalien au service de l'Etat et de l'intérêt général. Elle est pourtant régulièrement pointée du doigt par les usagers et par nos partenaires au développement ». fin de citation.

Le thème choisi pour la présente Conférence Annuelle, à savoir « **Ministère des Finances : Accélérateur de l'émergence, vers une administration d'excellence** », trouve légitimement toute sa pertinence et son actualité.

Car il s'agit, ni plus ni moins de réfléchir froidement à l'amélioration qualitative de l'ensemble des services que le Ministère des Finances est appelé à rendre aux citoyens, aux usagers et aux contribuables, dans la perspective de l'émergence économique de notre pays à l'horizon 2035.

Le questionnement le nôtre dans ce contexte pourrait s'exprimer de la sorte :

Quelles sont les pistes de changement qu'il faudrait explorer pour mieux servir la cause de l'émergence ? Quelles sont les attitudes et les pratiques qu'il faudrait développer pour une administration d'excellence ? Quel modèle nouveau adopter au sein d'une administration où le savoir, le savoir-faire et le savoir être s'expriment concomitamment ? Quels sont les processus à développer dans chacun des métiers qui sont les nôtres ? Et quelles en sont les normes et les repères qualitatifs qu'il conviendrait d'établir ?

En d'autres termes, que faire pour que notre administration cesse d'être, comme l'a dit le Chef de l'Etat, « ... *pointée du doigt par les usagers et par nos partenaires au développement* » ? et qu'elle apporte sa contribution de manière significative au mieux-être des populations.

Pour y répondre, l'on pourrait commencer par établir une nomenclature claire et objective des attentes réelles qu'expriment le citoyen, l'utilisateur ou le contribuable à l'égard de notre administration.

En tant que Ministère au service de l'émergence, il nous revient aussi de faire le point des attentes exprimées par nos partenaires du secteur privé, de la société civile, ainsi que les partenaires au développement. S'interroger sur la nature, la qualité et les délais des services que nous leur rendons dans le but de faciliter leur travail.

Il nous faudra examiner sans complaisance le type de services que nous délivrons, les outils qui servent à la production de ces services, la qualité et l'intégrité des hommes et femmes en charge de ces services, et aussi les délais de livraison à l'aune desquels la qualité du service est appréciée.

Nous avons l'obligation, plus que par le passé, de placer la performance, le résultat au centre de nos préoccupations, pour prendre en compte les changements réels que nos actions suscitent en termes de satisfaction des besoins des citoyens, des usagers ou des contribuables. Et cela nous impose de les écouter et de recueillir sans discontinuer leurs suggestions, dans la perspective de mieux les servir et non se servir, ni asservir.

Aujourd'hui, diverses réformes, non des moindres, sont en cours au sein du Ministère des Finances pour y parvenir pour accélérer l'émergence :

- la réforme du budget programme ayant pour but d'accroître les performances du budget de l'Etat, d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'instrument budgétaire pour mieux satisfaire les besoins des populations ;
- au niveau de la fiscalité, les réformes d'organisation et de modernisation visent à répondre le mieux possible aux attentes exprimées par les contribuables, à travers la simplification, la facilitation des procédures dans le but de promouvoir l'activité économique.
- au plan de la Douane, la dématérialisation des procédures est au cœur de la réforme visant à rendre nos ports plus compétitifs tout en maîtrisant les risques ;
- dans d'autres domaines tels que la gestion de la solde, les subventions, la maîtrise de la dette, la gestion de la trésorerie, le suivi du secteur bancaire ou celui des assurances, l'accompagnement des grands projets, le suivi de la coopération financière internationale,

etc., notre Ministère ne cesse de démontrer une grande capacité de réforme, avec des résultats appelés à s'améliorer au fil des années.

Ces quelques exemples que je viens de relever montrent que des efforts considérables ont été faits, pour aller vers une administration d'excellence au service de l'émergence. Tous ces efforts restent vains tant qu'ils ne sont pas reconnus par le juge suprême et le bénéficiaire qu'est l'utilisateur de notre Administration, pris individuellement, et la société toute entière.

La marche vers l'émergence est longue, et nous ne devons donc jamais cesser de nous réformer et surtout de dialoguer les yeux rivés sur la satisfaction des attentes légitimes des acteurs.

Les débats qui seront menés dans le cadre de la présente conférence, sont l'occasion d'approfondir, d'élargir ces réflexions pour parvenir à des recommandations qui permettront au Ministère des Finances, de mieux jouer son rôle d'accélérateur de l'émergence. L'argent, dit-on, est le nerf de la guerre. Il devra alimenter notre moteur de la croissance et de l'émergence, soutenu en cela par un service public d'excellence.

- ✓ **Excellences,**
- ✓ **Distingués Invités,**
- ✓ **Mesdames, Messieurs,**

Voilà la réflexion liminaire que j'ai souhaitée partager avec vous, en guise d'introduction aux travaux de la présente Conférence Annuelle des responsables des services centraux, déconcentrés et extérieurs, édition 2016.

Tout à l'heure, une table ronde sur le thème de cette conférence vous sera proposé, et à laquelle prendront part des opérateurs du secteur privé, sous la modération du Secrétaire Général du Ministère des Finances, président du comité d'organisation de la présente conférence.

Pour notre traditionnelle Conférence Annuelle, ce format inhabituel -c'est cela aussi l'adaptation qu'exigent les réformes- me semble bien correspondre à notre volonté d'ouverture et de partenariat, qui sont indispensables à l'amélioration de nos performances. S'ouvrir pour s'enrichir, tel est le but de cette démarche.

Je vous invite donc à suivre cette table ronde avec le plus grand intérêt, analyser froidement les problématiques et à y participer activement par vos questions et vos contributions que je sais toujours pertinents.

Aucune contribution n'est de trop pour construire une administration de développement, car le développement est l'affaire de tous et de chacun.

Pour terminer, je ne saurais m'empêcher de rappeler ces propos fort évocateurs du Chef de l'Etat, **S.E. Monsieur Paul BIYA**, dans son discours d'ouverture et de politique générale le 15 septembre 2011.

Il disait : (je cite) « *La nouvelle dynamique, c'est moderniser notre fonction publique et la rendre plus efficace. La fonction publique doit être au service du public. Elle doit tourner le dos à l'attentisme, à l'inertie, à l'immobilisme, et à l'affairisme, pour devenir plus efficace, se redonner une éthique, hisser ses performances à la hauteur des enjeux, et se tourner résolument vers la satisfaction de l'intérêt général.* » (Fin de citation).

Dans l'espoir que ces propos nous inspireront au-delà de cette conférence dont les recommandations sont attendues avec impatience.

JE DECLARE OUVERTS, LES TRAVAUX DE LA CONFERENCE ANNUELLE DES RESPONSABLES DES SERVICES CENTRAUX, DECONCENTRES ET EXTERIEURS DU MINISTERE DES FINANCES, EDITION 2016.

Et je vous remercie pour votre bienveillante attention. /-